Du génocide palestinien à l'invasion du Liban : stoppons Israël !

Le 17-10-2024

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

L'invasion du Liban par Israël viole tous les accords de paix parrainés par les Nations Unies depuis 1978.
Le Parti de la démondialisation (Pardem) condamne fermement l'invasion israélienne du territoire libanais. En ces heures sombres, le Pardem affirme sa solidarité avec le peuple libanais, qui résiste à l'agresseur israélien. Il est urgent de garantir un cessez-le-feu immédiat en Palestine et au Liban et le retrait des troupes israéliennes d'occupation.

L'invasion du Liban par Israël, la quatrième en 50 ans, est la dernière étape de l'agenda du gouvernement sioniste-impérialiste qui a cherché pendant des mois à étendre la guerre au delà de Gaza. L'invasion terrestre actuelle au Liban a été précédée de centaines d'attaques contre des quartiers résidentiels, des écoles, des hôpitaux et des infrastructures de toutes sortes ; des attaques terroristes qui ont causé la mort de centaines de Libanais et le déplacement forcé d'un million de personnes (sur 5 millions d'habitants).
Cette attaque montre, une fois de plus, le caractère terroriste du gouvernement Nétanyahou et son mépris du droit international. Israël envahit le Liban, occupe illégalement la Palestine ainsi que le plateau du Golan syrien et attaque systématiquement des pays souverains comme la Syrie, l'Irak ou le Yémen.
Mais le génocide des Palestiniens et l'agression contre le Liban ne sont possibles que grâce à l'accord et à la protection des États-Unis, bailleur de fonds d'Israël. À ce propos, on ne peut rien attendre du faux débat entre démocrates, avec Kamala Harris, et républicains, avec Donald Trump : tous deux soutiennent, en effet, l'idéologie sioniste de Nétanyahou et de son gouvernement.
Il en est de même de l'Union européenne et du gouvernement français qui, inféodés aux États-Unis, sont complices du génocide en cours à Gaza et de l'invasion israélienne du Liban.

L'invasion du Liban, comme de tout État souverain, exige une condamnation immédiate et catégorique de la part de l'ensemble des pays des Nations Unies (ONU) qui auraient déjà dû prendre, depuis des années, des mesures concrètes contre Israël. Aujourd'hui, le «double standard» de «l'Occident» saute aux yeux : tandis que les pseudos-démocraties occidentales n'ont mis que quelques heures à condamner «l'invasion» russe de l'Ukraine, elles se taisent sur l'invasion du Liban.
Celle-ci viole pourtant tous les accords de paix parrainés par les Nations Unies depuis 1978, et en particulier l'accord avec la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (en abrégé FINUL) qui est une mission de paix composée de 1 000 casques bleus dont 700 militaires français. Cette force est aujourd'hui physiquement menacée par l'armée israélienne.

Le Pardem estime que le gouvernement français doit décréter un embargo sur les armes en direction d'Israël, suspendre ses relations diplomatiques et demander l'application des résolutions de l'ONU concernant la Palestine. Il n'y a pas de place pour les demi-mesures. Il est urgent de garantir un cessez-le-feu immédiat en Palestine et au Liban et le retrait des troupes israéliennes d'occupation.

Le Pardem soutient ceux qui résistent à Israël, attaqués dans les heures qui ont précédé l'invasion terrestre du Liban.
Le peuple libanais, comme le peuple palestinien, a le droit inaliénable de lutter contre l'invasion de son territoire. Par conséquent, le Pardem condamne les tentatives de criminalisation de la résistance libanaise et palestinienne.

Il appelle les forces démocratiques et progressistes à s'unir dans un vaste mouvement internationaliste et à mobiliser dans les rues pour que des actions concrètes et fortes soient prises contre l'État impérialiste israélien.

Lire notre article sur la Palestine pour en savoir plus : https://pardem.org/israelpalestine

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire